

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/N/6/USA

11 mai 1995

(95-1238)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION AU TITRE DE L'ARTICLE 12:1 a) DE L'ACCORD SUR LES SAUVEGARDES, DE L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE ET DES RAISONS DE CETTE ACTION

ETATS-UNIS

Le Bureau du Représentant des Etats-Unis pour les questions commerciales internationales a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 7 avril 1995.

En vertu de l'article 12:1 a) de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC et compte tenu du mode de présentation adopté par le Comité des sauvegardes pour les notifications présentées au titre de l'Accord sur les sauvegardes (G/SG/N/6, 7 février 1995), les Etats-Unis notifient que les autorités compétentes ont ouvert une enquête en matière de mesures de sauvegarde dans les conditions suivantes:

1. Date à laquelle l'enquête a été ouverte: 29 mars 1995
2. Produit faisant l'objet de l'enquête: tomates d'hiver fraîches relevant de la sous-position 0702.00.60 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis. Aux fins de l'enquête, les "tomates d'hiver fraîches" sont définies comme des tomates à l'état frais ou réfrigéré (y compris mais non exclusivement les variétés correspondant aux appellations scientifiques *Lycopersicon esculentum* et *Lycopersicon pyriforme*), à l'exclusion des tomates cerises (*Lycopersicon cerasiforme*), entrées aux Etats-Unis pendant la période du 1er janvier au 30 avril inclus, quelle que soit l'année.
3. Raisons pour lesquelles l'enquête a été ouverte: L'enquête a été ouverte pour donner suite à une requête déposée pour le compte de la branche de production nationale et se fonde sur les renseignements et les éléments qui y figurent. Une copie de la requête, qui ne renferme aucun renseignement de nature confidentielle, est communiquée au Comité comme faisant partie de la notification.¹ Une copie de l'avis d'ouverture de l'enquête et du calendrier d'enquête est communiquée au Comité au même titre.

¹Les délégations intéressées peuvent consulter une copie de la requête dans le bureau 1023.

COMMISSION DU COMMERCE INTERNATIONAL DES ETATS-UNIS

Enquête n° TA-201-64

TOMATES D'HIVER FRAICHES

ADMINISTRATION: Commission du commerce international des Etats-Unis

MESURE: Ouverture et organisation d'une enquête au titre de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur (19 U.S.C. § 2252) (ci-après dénommé la Loi).

RESUME: Ayant pris connaissance d'une requête déposée le 29 mars 1995 au nom de l'organisme intitulé "Florida Tomato Exchange" d'Orlando (Floride) et des adhérents à cet organisme (ci-après dénommé le requérant), la Commission du commerce international des Etats-Unis a ouvert l'enquête n° TA-201-64 au titre de l'article 202 b) de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur en vue de déterminer si les tomates d'hiver fraîches relevant de la sous-position 0702.00.60 du Tarif douanier harmonisé des Etats-Unis sont importées aux Etats-Unis en quantités tellement accrues qu'elles représentent une cause substantielle de dommage grave ou menacent de représenter une cause substantielle de dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents des articles importés.¹

En outre, le requérant a fait observer que les tomates en question sont des produits agricoles périssables qui, en application de l'article 332 g) de la Loi douanière de 1930, ont fait l'objet d'une surveillance de la Commission pendant plus de 90 jours et, conformément à l'article 202 d) de la Loi (19 U.S.C. 2252 d)), il a demandé des mesures de protection provisoires jusqu'au 30 avril 1995. En conséquence, et conformément aux dispositions de l'article 202 d) 1) C), la Commission doit déterminer en se fondant sur les renseignements disponibles si les importations accrues (dans l'absolu ou par rapport à la production nationale) des tomates susmentionnées sont une cause substantielle de dommage grave ou menacent d'être une cause substantielle de dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents du produit importé et si 1) le dommage grave sera vraisemblablement difficile à réparer en raison du caractère périssable du produit similaire ou du produit agricole directement concurrent ou si 2) le dommage grave ne pourra être prévenu à temps par la voie d'une enquête au titre de l'article 202 b) et de mesures au titre de l'article 203. Si la Commission établit une détermination préliminaire affirmative en vertu de l'article 202 d) 1) C), l'article 202 d) 1) E) stipule que la Commission doit déterminer l'ampleur ou la portée des mesures de protection provisoires nécessaires pour prévenir ou réparer le dommage grave.

Pour de plus amples renseignements sur la conduite de l'enquête, les procédures d'audition et les règles d'application générale, voir le Code de pratique et de procédure de la Commission, partie 201, sous-parties A à E (19 CFR partie 201) et partie 206, sous-parties A et B (19 CFR partie 206).

DATE D'EFFET: 29 mars 1995

POUR PLUS AMPLES RENSEIGNEMENTS, S'ADRESSER A: Jonathan Seiger (202-205-3183), Bureau des enquêtes, Commission du commerce international des Etats-Unis, 500 E Street S.W.,

¹Aux fins de l'enquête les "tomates d'hiver fraîches" sont définies comme des tomates à l'état frais ou réfrigéré (y compris mais non exclusivement les variétés correspondant aux appellations scientifiques *Lycopersicon esculentum* et *Lycopersicon pyriforme*), à l'exclusion des tomates cerises (*Lycopersicon cerasiforme*), entrées aux Etats-Unis pendant la période du 1er janvier au 30 avril inclus, quelle que soit l'année.

Washington, D.C. 20436. Les personnes malentendantes peuvent obtenir des renseignements sur la question en se mettant en rapport avec le terminal TDD de la Commission au 202-205-1810. Les personnes ayant une mobilité réduite qui auront besoin d'une aide spéciale pour avoir accès à la Commission doivent se mettre en rapport avec le Bureau du Secrétaire au 202-205-2000. Il est également possible d'obtenir des renseignements en appelant le bulletin de téléaffichage pour ordinateurs personnels du Bureau des enquêtes au 202-205-1895 (N, 8, 1).

RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES:

Participation à l'enquête et liste des significations. Les personnes qui souhaitent participer à l'enquête en qualité de parties doivent déposer une demande de comparution auprès du Secrétaire de la Commission, comme prévu à la partie 201.11 du Code de la Commission, vingt et un (21) jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register. Les personnes qui souhaitent participer à la phase de l'enquête concernant des mesures de protection provisoires peuvent déposer une demande de comparution auprès du Secrétaire deux (2) jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register. A l'expiration du délai fixé pour le dépôt des demandes de comparution, le Secrétaire établit une liste des significations renfermant le nom et l'adresse de toutes les personnes qui sont parties à l'enquête ou de leurs représentants.

Conférence sur des mesures de protection provisoires et auditions sur l'existence d'un dommage et les voies de recours. Une conférence interne sur la question de mesures de protection provisoires s'ouvrira à 9h.30 le 10 avril 1995 au siège de la Commission du commerce international des Etats-Unis. Une audition ultérieure sur l'existence d'un dommage s'ouvrira à 9h.30 le 6 juillet 1995. Si la Commission établit une détermination affirmative de l'existence d'un dommage ou s'il y a partage égal des voix sur la question de l'existence d'un dommage, une audition sur la question des voies de recours s'ouvrira à 9h.30 le 17 août 1995. Les demandes de comparution à la conférence sur des mesures de protection provisoires doivent être déposées par écrit auprès du Secrétaire de la Commission aussi longtemps que possible avant la date prévue pour la conférence. Les demandes de comparution aux auditions sur l'existence d'un dommage et les voies de recours doivent être déposées pour ou avant le 19 juin 1995 et le 11 août 1995 respectivement.

En ce qui concerne l'audition sur l'existence d'un dommage, toutes les personnes qui souhaitent prendre part à l'audition et présenter une communication orale doivent assister à la conférence avant audition qui se tiendra à 9h.30 le 22 juin 1995 au siège de la Commission du commerce international des Etats-Unis. Les dépositions orales et les documents écrits qui seront soumis lors de l'audition doivent être conformes aux dispositions des parties 201.6 b) et 201.13 f) du Code de la Commission.

Communications écrites. Toutes les parties sont encouragées à soumettre à la Commission un mémoire avant audition. Les dates limites sont fixées au 6 avril 1995 pour le dépôt des mémoires avant conférence sur les mesures de protection provisoires, au 29 juin 1995 pour le dépôt des mémoires avant audition sur l'existence d'un dommage et au 10 août 1995 pour le dépôt des mémoires avant audition sur les voies de recours, s'agissant notamment de tous les engagements contractés en exécution de 19 U.S.C. § 2252 a) 6) B). Les dates limites pour le dépôt des mémoires après audition sont fixées au 12 juillet 1995 pour ce qui est de l'existence d'un dommage et au 24 août 1995 pour ce qui est des voies de recours. En outre, toute personne qui n'est pas partie à l'enquête peut présenter un exposé écrit contenant des renseignements relatifs à l'examen de mesures de protection provisoires pour ou avant le 6 avril 1995, des renseignements relatifs à l'examen du dommage pour ou avant le 12 juillet 1995 et des renseignements relatifs à l'examen des voies de recours pour ou avant le 24 août 1995. Toutes les communications écrites doivent être conformes aux dispositions de la partie 201.8 du Code de la Commission; toute communication renfermant des renseignements commerciaux de nature confidentielle doit également être conforme aux prescriptions de la partie 201.6 du code.

Conformément à la partie 201.16 c) du code, chaque document déposé par une partie à l'enquête doit être signifié à toutes les autres parties à l'enquête (qui sont identifiées par la liste des significations) et un certificat de signification doit être déposé en temps opportun. Le Secrétaire ne peut pas accepter de document à verser au dossier de l'enquête si ce document n'est pas accompagné d'un certificat de signification.

Divulgence limitée de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu d'une ordonnance conservatoire administrative et liste des significations de renseignements commerciaux de nature confidentielle. Sauf disposition ultérieure contraire, le Secrétaire, en application de la partie 206.17 a) du Code de la Commission met à la disposition des personnes habilitées les renseignements commerciaux de nature confidentielle recueillis au cours de l'enquête, en vertu de l'ordonnance conservatoire administrative concernant l'enquête, sous réserve que la demande de communication de ces renseignements soit présentée vingt et un (21) jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register. Nonobstant toute mesure préalable prise dans le cadre de l'enquête concernant des mesures de protection provisoires, les personnes habilitées peuvent avoir accès à ces renseignements. Une liste de significations séparée sera établie par le Secrétaire pour les parties habilitées à avoir communication de renseignements commerciaux de nature confidentielle en vertu de l'ordonnance administrative conservatoire.

Les personnes qui souhaitent obtenir communication de renseignements commerciaux de nature confidentielle recueillis au cours de la phase de l'enquête sur des mesures de protection provisoires doivent déposer une demande d'ordonnance administrative conservatoire auprès du Secrétaire deux (2) jours au plus tard après publication de l'avis dans le Federal Register.

AUTORITE: L'enquête est menée en application de l'article 202 de la Loi de 1974 sur le commerce extérieur. Le présent avis est publié en application de la section 206.3 du Code de la Commission.

D'ordre de la Commission.

La Secrétaire
Donna R. Koehnke

Date de publication: 30 mars 1995